Observatoire des Élections en Europe

L'ancien président de la République Valdis Zatlers fonde son propre parti politique

de **Corinne Deloy**

J-7
7 jours avant le scrutin

1,5 million de Lettons sont conviés aux urnes le 23 juillet prochain pour se prononcer par référendum sur l'avenir de leur parlement. Cette consultation populaire fait suite à l'annonce, le 28 mai dernier, par le président de la République de l'époque Valdis Zatlers, de dissoudre la Saeima (chambre unique du parlement). Cette dissolution pour être effective doit impérativement être confirmée par un vote populaire. Si la majorité des électeurs se prononcent pour le 23 juillet, la Saeima sera dissoute et de nouvelles élections législatives seront organisées, probablement en septembre prochain. Dans le cas contraire, le parlement restera en place. Aucun quorum de participation minimum n'est exigé pour valider le résultat du référendum qui sera décidé à la majorité simple des suffrages.

L'ancien président Valdis Zatlers a justifié sa décision par le refus des parlementaires, le 26 mai dernier, de lever l'immunité d'un député, Ainars Slesers, leader de Premier de Lettonie-Voie lettone (LPP-LC) soupçonné de versement et d'acquisition de pots-de-vin, de blanchiment d'argent, de fausses déclarations et d'abus de pouvoir. Le vote des membres de la Saeima avait refusé au parquet d'effectuer une perquisition à son domicile.

La Lettonie a connu 7 référendums depuis le recouvrement de son indépendance en 1991.

L'avenir politique de Valdis Zatlers

Le 9 juillet dernier, soit après avoir quitté ses fonctions présidentielles, Valdis Zatlers a officiellement annoncé qu'il poursuivait sa carrière politique et qu'il créait un nouveau parti politique, le Parti de la réforme, positionné au centre-droit de l'échiquier politique. Le manifeste du parti, qui comprend dix points, met notamment en avant l'indépendance de la justice, une économie saine et une stricte discipline monétaire.

« Il ne s'agit pas du parti d'un seul homme, il s'agit d'entendre la voix du peuple » a déclaré l'ancien président letton. Il a indiqué que son parti, qui devrait compter environ 8 000 membres issus de la société civile plutôt que du monde politique, aura un fonctionnement différent. A ce jour, 700 personnes ont fait une demande pour y adhérer. Celui-ci tiendra son congrès inaugural le 23 juillet prochain, jour du référendum.

Valdis Zatlers a indiqué avoir pris sa décision de s'engager après avoir reçu de nombreuses lettres de Lettons lui demandant de poursuivre sa carrière politique.

Aivars Lembergs, maire de Ventspils depuis 1988 et poursuivi par la justice pour corruption et blanchiment d'argent, a affirmé que Valdis Zatlers avait utilisé la dissolution pour sortir la tête haute de son échec annoncé à sa réélection à la tête de l'Etat. Il aurait ainsi, selon le maire de Ventspils, décidé de dissoudre la Saeima pour mieux préparer sa carrière future. « Valdis Zatlers veut être un héros avec un slogan anti Lembergs » a-t-il déclaré. Quant à Ainars Slesers, il a d'ores et déjà prédit que Valdis Zatlers remportera les prochaines élections législatives avec son nouveau parti.

Valdis Zatlers a donc refusé l'offre de collaboration que lui avait faite Unité (Vienotoba, V), coalition dirigée par le Premier ministre Valdis Dombrovskis et formée par Nouvelle ère (JL), l'Union civique et la Société pour une autre politique (SCP). « Je ne suis pas convaincu qu'Unité soit prête à travailler dans un nouveau parlement qui ne comprendrait pas d'oligarques » a t-il affirmé indiquant qu'il possédait des vues différentes de celles d'Unité sur plusieurs enjeux. Le Premier ministre Valdis Dombrovskis avait déclaré que l'ancien

président et sa coalition partageaient une vision similaire de l'avenir du pays. Le chef du gouvernement avait indiqué que la scène politique lettone était déjà très fragmentée et qu'il ne lui semblait pas judicieux de former un nouveau parti. Valdis Zatlers n'a toutefois pas exclu de coopérer à l'avenir avec Unité. « Nous ne serons pas adversaires mais alliés aux prochaines élections » a déclaré Girts Valdis Kristovskis, président de l'Union civique, l'un des trois partis membres de la coalition Unité.

L'ex-chef de l'Etat a cependant affirmé refuser toute collaboration avec l'Union des Verts et des paysans (ZZS), parti membre du gouvernement actuel, ou avec Pour une bonne Lettonie, coalition formée par Premier de Lettonie-Voie lettone et le Parti populaire (TP) aussi longtemps que des oligarques seront membres de cette coalition. Interrogé sur une éventuelle coopération avec le Centre de l'harmonie (Saskanas Centrs, CS), coalition positionnée à gauche, rassemblant le Parti de l'harmonie nationale, le Nouveau centre et le Parti social-démocrate et dirigée par Janis Urbanovics, Valdis Zatlers a déclaré qu'il était prêt à discuter avec cette coalition si ses membres étaient prêts à reconnaître l'occupation de la Lettonie (par les forces soviétiques) et à admettre que le letton est la seule langue officielle du pays.

Selon une enquête d'opinion réalisée par TNS Latvia pour la chaîne de télévision LNT, plus de la moitié des Lettons (58%) jugent de façon positive l'action de l'ancien président. Un sondage réalisé par TNS Latvia pour la même chaîne de télévision indique qu'un tiers des électeurs (33%) seraient également prêts à voter en faveur du Parti de la réforme.

Le politologue Janis Jurkans estime toutefois que « la formation d'un nouveau parti ne va pas être aisé. Valdis Zatlers va faire face à une vraie opposition ». Dans un entretien accordé au quotidien Latvijas avize, il a mentionné le fait que l'ancien président risquait de manquer de temps, de ressources si, hypothèse hautement probable, des élections législatives anticipées avaient lieu en septembre prochain. Enfin, il l'a enjoint à veiller à ce que des membres d'autres partis ne décident de quitter ceux-ci pour rejoindre le Parti de la réforme afin de profiter de sa célébrité. Valdis Zatlers a d'ores et déjà indiqué qu'il souhaitait que son parti rassemble un grand nombre de jeunes encore vierges de tout engagement politique.

Ainsi, le député Klavs Olsteins (V) a démissionné pour protester contre la façon dont Andris Berzins a été élu à la présidence de la République, dénonçant des négociations secrètes en coulisses. Guntars Galvanovskis, député (V), a également démissionné du parlement. Les deux hommes ont affirmé vouloir poursuivre leur carrière politique mais n'ont pas souhaité dire s'ils envisageaient de rejoindre le parti de la réforme. Madars Lasmanis remplacera Klavs Olsteins à la Saeima, Inese Aizstrauta (ZZS) prendra la place du nouveau président de la République Andris Berzins sur les bancs de l'assemblée.

Les conséquences politiques et économiques de la dissolution du parlement

En cas de victoire du « oui » au référendum du 23 juillet prochain, des élections législatives anticipées seront certainement organisées en septembre. Les spéculations sur le scrutin vont d'ores et déjà bon train.

Le Parti populaire dirigé par Andris Skele, membre de la coalition électorale Pour une bonne Lettonie et l'un des trois oligarques (avec Aivars Lembergs et Ainars Slesers) nommément mis en cause par l'ancien président Valdis Zatlers dans l'émission télévisée Top Ten le 29 mai dernier, se présentera désormais seul devant les électeurs. Son partenaire de coalition, Premier de Lettonie-Voie lettone d'Ainars Slesers, a fait le même choix et les deux partis ont rompu leur alliance le 9 juillet dernier. « Je ne suis pas d'accord avec les gens qui pensent que les personnes qui ont une expérience du monde des affaires n'ont pas leur place au parlement. Tant que nous serons soutenus par le peuple, nous travaillerons au parlement » a déclaré ce dernier. Tout pour la Lettonie ! et l'Union pour la patrie et la liberté (TB/LNNK) de Roberts Zile, deux partis rassemblés dans la coalition Union nationale, ont décidé de fusionner en un seul parti qui s'appellera Tout pour la Lettonie ! Pour l'Union pour la patrie et la liberté et aura un double leadership. Ces mesures seront effectives après le prochain congrès des deux partis qui se réunira le 23 juillet prochain, jour du référendum.

La décision de Valdis Zatlers a mis en lumière la fragilité du paysage politique letton qui semblait pourtant s'être apaisé et renforcé l'année passée, notamment

par la recomposition de son échiquier politique et la réélection du Premier ministre Valdis Dombrovskis.

Selon la dernière enquête d'opinion réalisée en juin dernier par l'institut Latvijas Fakti, le Centre de l'harmonie est crédité de 18,1% des suffrages aux élections législatives. Il devance la coalition Unité qui recueille 14,7% des voix et l'Union des Verts et des paysans qui enregistre un net recul et obtient 10,5% des suffrages. La coalition Union nationale est créditée de 8,8% des voix ; le Parti populaire et Premier de Lettonie-Voie lettone s'effondrent. Selon un sondage réalisé par l'institut TNS pour la chaîne de télévision LNT, 31% des Lettons considèrent que la dissolution bénéficiera au Centre de l'harmonie et 17% qu'elle profitera plutôt à une nouvelle force politique.

La plupart des analystes s'accordent pour déclarer que l'incertitude politique liée à la dissolution et à la tenue d'éventuelles élections législatives anticipées ne devrait pas bouleverser la situation socioéconomique de la Lettonie. Le pays se remet pourtant difficilement du choc de la crise économique internationale (récession de 18% du PIB du pays en 2009, soit la chute la plus importante de l'Union européenne). Après trois ans d'absence, Riga vient de lever 350 millions € sur les marchés financiers. Le gouvernement de Valdis Dombrovskis espère désormais ramener son déficit budgétaire à 2,9 % du PIB d'ici 2012 afin de permettre à la Lettonie d'intégrer l'euro.

« Les risques sont à court terme, il s'agit de tenir les marchés informés » a déclaré Martins Kazaks, économiste en chef de la Swedbank. Le PIB de la Lettonie a progressé au 1er trimestre de cette année de 0,3% par rapport au trois mois précédents et de 3,5% si l'on compare à la même période de l'année passée. Selon la Banque centrale lettone, la croissance devrait atteindre 3,3% en 2011.

Selon la dernière enquête d'opinion, 75% des Lettons devraient voter selon « oui » à la dissolution du parlement le 23 juillet. Moins d'un électeur sur dix (9%) se dit favorable au « non » et 12% n'ont pas encore fait leur choix. Selon un autre sondage, 79% des Lettons approuvent la décision de leur ancien président Valdis Zatlers d'avoir dissous la Saeima.

A l'étranger, les premiers bureaux de vote pour le référendum ont ouvert le 13 juillet.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.